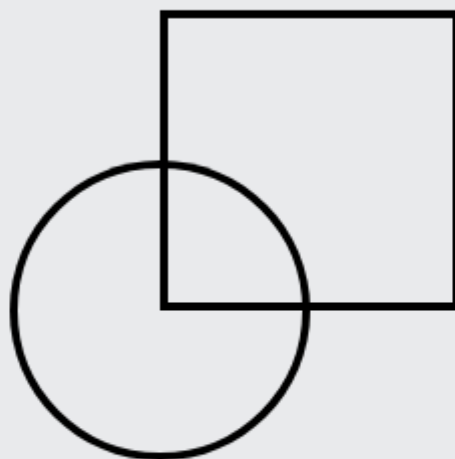


FICHE PAYS N°7 – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

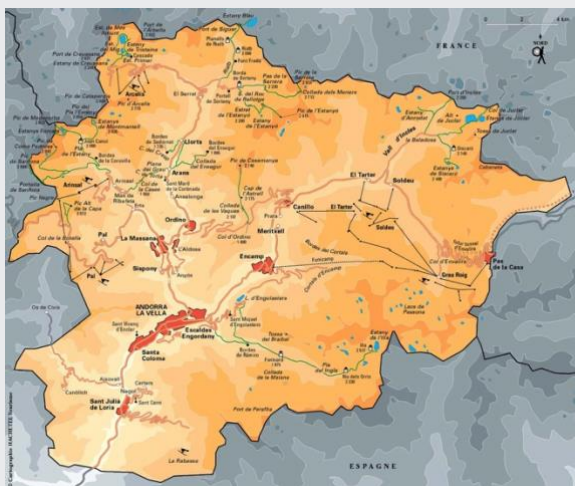
Institut

Andorre

Principauté d'Andorre



Auteurs : La Ligne Fine – Institut
Date de publication : 18 août 2026



1. Données clés

Nom officiel : Principauté d'Andorre.

Capitale : Andorre-la-Vieille.

Population : environ 89 000 habitants début 2026 selon les estimations disponibles, avec une population résidente très fortement internationalisée et une proportion importante de résidents étrangers. Le FMI retient une population d'environ 0,09 million d'habitants pour ses projections 2026¹.

Superficie : 468 km². Andorre est un micro-État pyrénéen enclavé entre la France et l'Espagne, au cœur d'un espace de montagne, de circulation transfrontalière et de dépendance

logistique. Sa petite taille constitue à la fois un avantage d'agilité institutionnelle et une contrainte structurelle d'échelle.

Langue officielle : catalan. Le français, l'espagnol et le portugais sont largement utilisés dans la vie sociale, commerciale et touristique, en raison de la proximité avec la France et l'Espagne, de l'histoire migratoire et du modèle économique ouvert.

Monnaie : euro. Andorre utilise l'euro dans le cadre d'un accord monétaire avec l'Union européenne. Le pays ne fait pas partie de la zone euro, ni de l'Union européenne, mais entretient une relation étroite avec elle.

Régime politique : coprincipauté parlementaire. Andorre est un régime parlementaire dont les chefs d'État sont deux coprinces : le président de la République française et l'évêque d'Urgell. Le pouvoir exécutif quotidien est exercé par le gouvernement, dirigé par un chef du gouvernement responsable devant le Conseil général.

Chefs d'État : les deux coprinces d'Andorre : le président français Emmanuel Macron et l'évêque d'Urgell, actuellement Joan-Enric Vives i Sicília jusqu'à la transition ecclésiastique engagée, avec Josep-Lluís Serrano Pentinat nommé évêque coadjuteur en 2024 et appelé à devenir coprince ecclésiastique. La structure de coprincipauté reste l'un des traits institutionnels les plus singuliers d'Andorre.

Chef du gouvernement : Xavier Espot Zamora, chef du gouvernement depuis 2019, reconduit après les élections législatives de 2023. Il demeure la figure centrale de la vie politique andorrane et du pilotage de l'accord d'association avec l'Union européenne.

Parlement : Conseil général, composé de 28 membres. Les élections législatives de 2023 ont donné une majorité à Demòcrates per Andorra et à ses alliés, permettant à Xavier Espot de poursuivre son mandat. L'IPU recense le scrutin législatif du 2 avril 2023 comme le dernier scrutin parlementaire général².

PIB : le FMI indique un PIB courant d'environ 4 milliards de dollars pour Andorre en 2026, dans une économie de très petite taille mais à haut revenu³.

Croissance récente : selon le FMI, l'économie andorrane a continué de dépasser les attentes en 2025, avec une croissance estimée à 2,9 %, portée par les services financiers, l'immobilier et la construction⁴.

¹ International Monetary Fund. (n.d.). *Andorra*. IMF DataMapper. Retrieved August 12, 2026, from <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/AND>

² International Monetary Fund. (2026, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

³ Inter-Parliamentary Union. (n.d.). *Andorra General Council April 2023 election: Election results*. IPU Parline. Retrieved August 12, 2026, from <https://data.ipu.org/parliament/AD/AD-LC01/election/AD-LC01-E20230402/>

⁴ International Monetary Fund. (2026, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

Inflation : le FMI indique que l'inflation moyenne est passée de 3,1 % en 2024 à 2,4 % en 2025, avant une remontée attendue autour de 3 % en 2026⁵.

Emploi : le marché du travail fonctionne presque en plein emploi. Le FMI souligne une situation de quasi plein emploi, mais identifie les pénuries de main-d'œuvre et le logement abordable comme contraintes majeures sur le potentiel de croissance⁶.

Secteurs structurants : tourisme, commerce, hôtellerie, stations de ski, immobilier, construction, services financiers, fiscalité attractive, activités transfrontalières, services aux résidents et aux visiteurs.

Statut européen : Andorre n'est pas membre de l'Union européenne. Le pays négocie depuis plus d'une décennie une association approfondie avec l'UE. La Commission européenne a proposé en avril 2024 la signature et la conclusion d'un accord d'association avec Andorre et Saint-Marin. Le Parlement européen a ensuite considéré l'accord entre l'UE, Andorre et Saint-Marin comme l'un des accords les plus complets jamais conclus par l'Union avec des pays tiers⁷.

Enjeux principaux : accord d'association avec l'Union européenne, modèle économique post-secret bancaire, logement, tourisme, capacité d'accueil, diversification, vieillissement, fiscalité, connectivité avec la France et l'Espagne, changement climatique en montagne, soutenabilité des stations de ski, gouvernance d'un micro-État très ouvert.

2. Synthèse exécutive

Andorre est un micro-État dont l'importance stratégique ne se mesure ni à sa population, ni à sa puissance militaire, ni à son poids diplomatique classique. Sa centralité tient à autre chose : sa capacité à survivre, s'adapter et prospérer comme espace d'intermédiation entre souveraineté de petite taille, fiscalité attractive, économie de services, tourisme de montagne, finance, commerce transfrontalier et proximité avec l'Union européenne sans appartenance pleine à celle-ci.

La Principauté est un cas d'école de micro-souveraineté européenne. Elle n'est pas membre de l'Union européenne, mais utilise l'euro. Elle n'est pas membre de la zone euro, mais dépend étroitement de l'environnement économique européen. Elle n'a pas d'armée, mais bénéficie d'un environnement de sécurité stabilisé par sa position entre la France et l'Espagne. Elle dispose d'un régime institutionnel très ancien, la coprincipauté, mais elle s'est dotée en 1993 d'une Constitution moderne. Elle a longtemps été associée à un modèle de secret bancaire et de fiscalité attractive, mais elle a progressivement adapté ses règles aux standards internationaux de transparence financière, d'échange d'informations et de coopération fiscale.

L'enjeu central d'Andorre pour 2026-2030 est la transformation de son modèle. Le pays sort progressivement d'une économie fondée sur la combinaison classique du tourisme, du commerce, de l'immobilier, de la finance et d'un différentiel fiscal. Ce modèle reste performant, mais il est sous pression. Les visiteurs sont nombreux, les logements deviennent difficiles d'accès, les salariés manquent, les prix immobiliers montent, les infrastructures transfrontalières deviennent un sujet stratégique, les finances publiques devront absorber le vieillissement, et le changement climatique fragilise le modèle de montagne.

⁵ International Monetary Fund. (2026, May 4). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Andorra* (Press Release No. 26/134). <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/04/pr26134-andorra-imf-concludes-2026-article-iv-consultation>

⁶ Zovko, Ž. (2026, January 19). *Interim report on the proposal for a Council decision on the conclusion, on behalf of the European Union, of the Agreement establishing an association between the European Union and the Principality of Andorra and the Republic of San Marino respectively* (A10-0003/2026). European Parliament. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2026-0003_EN.html

⁷ Zovko, Ž. (2026, January 19). *Interim report on the proposal for a Council decision on the conclusion, on behalf of the European Union, of the Agreement establishing an association between the European Union and the Principality of Andorra and the Republic of San Marino respectively* (A10-0003/2026). European Parliament. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2026-0003_EN.html

Le FMI a salué en 2026 la résilience de l'économie andorrane, avec une croissance 2025 supérieure aux attentes, soutenue par les services financiers, l'immobilier et la construction. Mais il a aussi identifié les principaux risques structurels : vieillissement, dépenses futures de pensions et de santé, pénuries de main-d'œuvre, logement abordable, croissance potentielle limitée et risques climatiques sur le tourisme⁸. Cette lecture résume le paradoxe andorran : le pays est riche, stable et attractif, mais il est contraint par sa propre attractivité.

L'accord d'association avec l'Union européenne est le principal dossier stratégique. Il pourrait ouvrir un accès plus structuré au marché intérieur européen et faciliter la diversification économique. Mais il suscite aussi des inquiétudes internes : perte de souveraineté, adaptation réglementaire, concurrence, fiscalité, immigration, logement, modèle social, capacité administrative, transformation du secteur financier, rapport aux professions réglementées. L'opposition et certains mouvements citoyens demandent un référendum contraignant avant la signature ou la ratification, illustrant la sensibilité du sujet. En mai 2026, la presse andorrane rapportait que Concòrdia et Andorra Endavant soutenaient l'exigence d'une consultation populaire avant toute avancée irréversible sur l'accord⁹.

La question européenne est donc plus qu'un sujet diplomatique. Elle est une question de société. Pour Andorre, l'association avec l'UE n'est pas seulement un traité : c'est potentiellement une transformation comparable, dans sa portée interne, à la Constitution de 1993. Elle oblige le pays à arbitrer entre ouverture et protection, alignement réglementaire et souveraineté, diversification et préservation du modèle, mobilité et pression immobilière. Le Parlement européen a qualifié l'accord avec Andorre et Saint-Marin de particulièrement complet, ce qui confirme son ampleur structurelle¹⁰.

Sur le plan économique, le modèle andorran fonctionne encore très bien. Le tourisme reste un pilier. Selon des données reprises par le ministre du Tourisme andorran en 2025, le tourisme et le commerce représentent environ 60 % du PIB direct et indirect du pays, avec 9,6 millions de visiteurs en 2024 et 11,9 millions de nuitées¹¹. En 2025, la presse locale rapportait que les nuitées se maintenaient autour de 12 millions, avec environ 10 millions de visiteurs au total, dont une part importante d'excursionnistes¹². Cette intensité touristique donne de la richesse, mais pose aussi la question de la capacité de charge territoriale.

L'autre vulnérabilité majeure est le logement. Dans un territoire de 468 km², soumis à la pression touristique, immobilière, résidentielle et transfrontalière, le logement n'est pas un simple problème social. Il devient un facteur de compétitivité, d'équilibre démographique, de recrutement et de cohésion. Le FMI souligne que les pénuries de main-d'œuvre pourraient s'aggraver si l'accessibilité du logement n'est pas améliorée, ce qui pèserait sur la production et l'investissement¹³. Autrement dit, le logement est désormais une infrastructure économique. Lecture stratégique : Andorre est un micro-État riche, stable et agile, mais entré dans une phase de choix structurants. Le pays doit préserver ce qui fait sa singularité — souveraineté,

⁸ International Monetary Fund. (2026, May 4). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Andorra* (Press Release No. 26/134). <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/04/pr26134-andorra-imf-concludes-2026-article-iv-consultation>

⁹ Redacció. (2026, May 13). *Concòrdia se suma a l'exigència per convocar el referèndum abans de signar l'acord d'associació. Cadena SER*. <https://cadenaser.com/andorra/2026/05/13/concordia-se-suma-a-lexigencia-per-convocar-el-referendum-abans-de-signar-lacord-dassociacio-radio-ser-principat-d-andorra/>

¹⁰ Zovko, Ž. (2026, January 19). *Interim report on the proposal for a Council decision on the conclusion, on behalf of the European Union, of the Agreement establishing an association between the European Union and the Principality of Andorra and the Republic of San Marino respectively* (A10-0003/2026). European Parliament. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2026-0003_EN.html

¹¹ IFEMA MADRID. (2025, May 9). *Jordi Torres: FITUR is an unmissable event for Andorra because it is the industry's leading trade fair*. FITUR. <https://www.ifema.es/en/fitur/news/interview-minister-tourism-andorra>

¹² Sanllehy, A. (2026, January 8). *Les pernoctacions durant el 2025 es mantenen al voltant dels 12 milions*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/01/08/les-pernoctacions-durant-el-2025-es-mantenen-al-voltant-dels-12-milions-radio-ser-principat-d-andorra/>

¹³ International Monetary Fund. (2026, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

fiscalité, stabilité, sécurité, qualité de vie, attractivité — tout en acceptant que le modèle qui a fait son succès ne peut plus fonctionner sans adaptation. L'enjeu n'est pas la survie d'Andorre. L'enjeu est la qualité de sa transformation.

3. Repères historiques stratégiques

Andorre est l'un des plus anciens arrangements politiques d'Europe. Son histoire est celle d'une souveraineté de montagne construite par équilibre, compromis et protection extérieure. Contrairement aux grandes puissances européennes, Andorre n'a pas bâti sa continuité par l'expansion, mais par la neutralisation. Elle a survécu parce qu'elle a occupé une position suffisamment utile, suffisamment discrète et suffisamment équilibrée entre puissances voisines.

Le point fondateur est le système de paréage médiéval. En 1278, un accord de paréage établit une forme de souveraineté partagée entre le comte de Foix et l'évêque d'Urgell. Cette architecture donne naissance à la coprincipauté, dont la version contemporaine se prolonge dans la dualité entre le président de la République française, héritier institutionnel du comte de Foix, et l'évêque d'Urgell. Ce système est singulier : il associe une institution républicaine française et une autorité ecclésiastique catalane dans la fonction de chef d'État d'un micro-État souverain.

Pendant des siècles, Andorre demeure un territoire de montagne, rural, pauvre, isolé et faiblement peuplé. Sa survie dépend de son autonomie locale, de ses coutumes, de sa position géographique et de l'absence d'intérêt majeur des grandes puissances pour une annexion directe. Cette faiblesse apparente devient une force : Andorre n'est pas assez menaçante pour être absorbée, mais suffisamment institutionnalisée pour durer.

Le XXe siècle transforme progressivement la Principauté. L'amélioration des routes, le développement du commerce, du tourisme et des sports d'hiver, puis l'essor de la finance et de la fiscalité attractive, font passer Andorre d'une économie de montagne à une économie de services. L'absence d'impôt direct pendant longtemps, le différentiel de prix avec la France et l'Espagne, le secret bancaire et les opportunités commerciales transfrontalières attirent visiteurs, capitaux et résidents.

La Constitution de 1993 est le tournant moderne. Elle transforme Andorre en État constitutionnel pleinement reconnu, membre des Nations unies, doté d'institutions parlementaires modernes et d'un gouvernement responsable. Cette étape permet au pays de sortir d'une ambiguïté féodale résiduelle tout en conservant la coprincipauté. La modernité andorrane ne détruit donc pas la tradition ; elle la constitutionnalise.

Les années 2000 et 2010 sont marquées par la normalisation financière. Sous pression internationale, Andorre abandonne progressivement les pratiques associées au secret bancaire et renforce sa coopération fiscale. Le pays signe des accords d'échange d'informations, s'aligne sur les standards de l'OCDE et adapte son système financier. La Commission européenne a encore souligné en octobre 2025 le renforcement de la coopération fiscale internationale avec Andorre, Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin, afin d'aligner les accords sur les standards révisés de l'UE et de l'OCDE en matière d'échange automatique d'informations financières¹⁴.

Cette transformation est décisive. Elle oblige Andorre à sortir du modèle classique du micro-État bancaire opaque pour aller vers un modèle plus compatible avec les standards

¹⁴ Directorate-General for Taxation and Customs Union. (2025, October 13). *EU strengthens international tax cooperation with Andorra, Liechtenstein, Monaco and San Marino*. European Commission. https://taxation-customs.ec.europa.eu/news/eu-strengthens-international-tax-cooperation-andorra-liechtenstein-monaco-and-san-marino-2025-10-13_en

européens. Le pays conserve une fiscalité attractive, mais il ne peut plus fonder sa compétitivité sur l'opacité. Il doit désormais construire une attractivité plus complexe : stabilité, qualité de vie, sécurité, fiscalité modérée, environnement réglementaire clair, tourisme haut de gamme, services financiers transparents, innovation et intégration européenne partielle.

La négociation de l'accord d'association avec l'Union européenne est le dernier grand jalon. Les négociations ont été conclues avec la Commission en décembre 2023, puis la Commission a proposé en avril 2024 au Conseil la signature et la conclusion de l'accord avec Andorre et Saint-Marin. Cet accord ouvre une nouvelle étape : celle d'une insertion beaucoup plus structurée dans le marché intérieur européen, sans adhésion pleine à l'Union.

Lecture historique : Andorre a toujours survécu par l'équilibre. Équilibre entre France et Espagne. Équilibre entre tradition et modernité. Équilibre entre fiscalité et transparence. Équilibre entre ouverture et protection. L'accord avec l'UE constitue un nouveau test de cette capacité historique.

4. Structure politique actuelle

Andorre est une coprincipauté parlementaire. Cette formule institutionnelle est rare, mais elle fonctionne dans un cadre constitutionnel moderne. Les deux coprinces sont les chefs d'État, mais le pouvoir politique quotidien appartient aux institutions démocratiques andorranes : le Conseil général, le gouvernement et le chef du gouvernement.

Le chef du gouvernement, Xavier Espot Zamora, est la figure centrale de la politique actuelle. Issu de Demòcrates per Andorra, il gouverne dans une ligne de stabilité, de modernisation contrôlée et d'ouverture européenne. Son second mandat s'inscrit dans une séquence politique dominée par l'accord d'association avec l'Union européenne, le logement, la diversification économique, le tourisme, les infrastructures et les adaptations institutionnelles.

Les élections législatives du 2 avril 2023 ont donné à Demòcrates per Andorra et à ses alliés une majorité permettant à Xavier Espot de poursuivre son action. L'IPU recense ce scrutin comme le dernier renouvellement du Conseil général¹⁵. Des analyses électorales soulignent que Demòcrates per Andorra a obtenu une majorité parlementaire, dans un contexte où le futur accord d'association avec l'Union européenne constituait déjà un sujet central¹⁶.

La vie politique andorrane n'est pas polarisée selon les mêmes lignes que les grands États européens. Les clivages portent moins sur l'idéologie de masse que sur la souveraineté, l'Europe, le modèle économique, la fiscalité, le logement, l'immigration de travail, la capacité d'accueil, la transparence, la modernisation sociale et la préservation de l'identité. La petite taille du pays rend la politique très directe : les réseaux personnels, professionnels, familiaux et territoriaux comptent fortement.

L'opposition s'est structurée autour de plusieurs forces, dont Concòrdia et Andorra Endavant. Le débat européen est devenu l'un des principaux terrains de confrontation. Une partie de l'opposition critique la méthode gouvernementale, juge l'accord d'association insuffisamment débattu et demande un référendum avant la signature ou avant toute étape irréversible. En mai 2026, Concòrdia a rejoint l'exigence d'un référendum portée par le mouvement citoyen

¹⁵ Agències. (2026, April 29). *Xavier Espot qualifica d'èxit rotund la visita del copríncep francès*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/04/29/xavier-espot-qualifica-dexit-rotund-la-visita-del-coprincep-frances-radio-ser-principat-d-andorra/>

¹⁶ Inter-Parliamentary Union. (n.d.). *Andorra General Council April 2023 election: Election results*. IPU Parline. Retrieved August 12, 2026, from <https://data.ipu.org/parliament/AD/AD-LC01/election/AD-LC01-E20230402/>

Claror, considérant que poursuivre l'approbation de l'accord sans consultation préalable serait profondément antidémocratique¹⁷.

Le gouvernement répond que la signature ne correspond pas à l'entrée en vigueur, et que la ratification resterait soumise au processus démocratique andorran. Ce débat révèle une tension classique dans les micro-États : la décision européenne est technique, juridique et économique, mais ses effets sont existentiels. Pour un grand État, l'alignement réglementaire sur l'UE est une politique sectorielle ; pour Andorre, il touche directement à la souveraineté, aux professions, à la fiscalité, au marché du travail, au logement et au modèle national.

La coprincipauté ajoute une dimension institutionnelle singulière. Le président français est coprince, ce qui donne à la France un lien constitutionnel unique avec Andorre. L'évêque d'Urgell représente le coprince épiscopal, rappelant l'ancrage historique catalan et ecclésiastique du pays. Cette dualité est généralement stabilisatrice, mais elle peut susciter des débats lorsque des questions sociétales sensibles émergent, notamment l'avortement. La visite du coprince français Emmanuel Macron en 2026 a été interprétée localement comme un soutien à l'accord d'association avec l'UE et à certaines évolutions institutionnelles, y compris dans le contexte des discussions avec le Saint-Siège sur la dépénalisation de l'avortement¹⁸.

Lecture politique : Andorre est stable, mais son modèle institutionnel entre dans une phase de tension douce. La stabilité n'est pas menacée, mais plusieurs débats — Europe, logement, souveraineté, avortement, attractivité, fiscalité — obligent le pays à redéfinir ce qu'il veut préserver et ce qu'il accepte de transformer.

5. Structure économique

L'économie andorrane est une économie de petite taille, très ouverte, à haut revenu et fortement dépendante des services. Elle repose sur quatre piliers : tourisme, commerce, finance et immobilier. À ces piliers s'ajoutent la fiscalité attractive, la sécurité, la qualité de vie et la proximité avec deux grands marchés voisins, la France et l'Espagne.

Le FMI souligne que l'économie andorrane a dépassé les attentes en 2025, avec une croissance estimée à 2,9 %, portée par les services financiers, l'immobilier et la construction¹⁹. La croissance devrait cependant se modérer en 2026 et à moyen terme, en raison des contraintes de main-d'œuvre, du logement, du vieillissement et de la capacité limitée à accroître indéfiniment les activités existantes²⁰.

Le tourisme reste le moteur visible. Andorre attire des millions de visiteurs pour le ski, la montagne, les achats, le thermalisme, la gastronomie, le cyclisme, les événements et les courts séjours. Selon une interview du ministre du Tourisme en 2025, le tourisme et le commerce représentent environ 60 % du PIB direct et indirect ; 2024 avait enregistré un record de 9,6 millions de visiteurs et 11,9 millions de nuitées²¹. En 2025, les nuitées se sont

¹⁷ Medir, L. (2024, January). *Parliamentary election in Andorra, 2 April 2023*. Groupe d'études géopolitiques. <https://geopolitique.eu/en/articles/parliamentary-election-in-andorra-2-april-2023/>

¹⁸ Redacció. (2026, May 13). *Concòrdia se suma a l'exigència per convocar el referèndum abans de signar l'acord d'associació*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/05/13/concordia-se-suma-a-lexigencia-per-convocar-el-referendum-abans-de-sagnar-lacord-dassociacio-radio-ser-principat-d-andorra/>

¹⁹ IFEMA MADRID. (2025, May 9). *Jordi Torres: FITUR is an unmissable event for Andorra because it is the industry's leading trade fair*. FITUR. <https://www.ifema.es/en/fitur/news/interview-minister-tourism-andorra>

²⁰ International Monetary Fund. (2026a, May 4). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Andorra* (Press Release No. 26/134). <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/04/pr26134-andorra-imf-concludes-2026-article-iv-consultation>

²¹ International Monetary Fund. (2026b, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

maintenues autour de 12 millions, avec environ 10 millions de visiteurs, dont la moitié environ sont des excursionnistes²².

Cette intensité touristique est un atout, mais elle pose une question de modèle. Andorre doit éviter de devenir un espace saturé, dépendant d'un tourisme de volume, vulnérable à l'enneigement, à la pression immobilière, aux congestions, aux tensions sur l'eau et aux conflits d'usage. Le pays cherche donc à améliorer la qualité de l'offre, à diversifier les saisons, à renforcer le tourisme d'été, la nature, le sport, la culture, les événements et les activités à plus forte valeur ajoutée.

Le commerce a longtemps bénéficié d'un différentiel fiscal et de prix avec les pays voisins. Cette fonction reste importante, mais elle est moins distinctive qu'autrefois. L'intégration européenne, la transparence fiscale, la concurrence en ligne et l'évolution des comportements de consommation réduisent progressivement certains avantages classiques. Le commerce andorran doit donc se repositionner vers l'expérience, la qualité, les marques, le service et le tourisme d'achat intégré.

Le secteur financier a connu une transformation profonde. Andorre a longtemps été associée au secret bancaire. Elle a dû normaliser son cadre, coopérer davantage avec les standards internationaux, renforcer les contrôles et sortir d'une logique d'opacité. L'alignement progressif sur les standards européens et OCDE est désormais un élément de crédibilité. La Commission européenne a souligné en 2025 le renforcement de la coopération fiscale internationale avec Andorre et d'autres micro-États européens, notamment en matière d'échange automatique d'informations financières²³.

L'immobilier et la construction sont devenus des moteurs importants, mais aussi des sources de vulnérabilité. Ils soutiennent la croissance, attirent les résidents, enrichissent certains acteurs locaux et financent une partie de l'activité. Mais ils aggravent la crise du logement. Dans un micro-État de montagne, le foncier est limité. La demande touristique, résidentielle, d'investissement et de main-d'œuvre se concentre sur un territoire très contraint. Le logement devient donc le point où le modèle économique rencontre sa limite sociale.

Le FMI souligne explicitement que les pénuries de main-d'œuvre pourraient s'aggraver si l'accessibilité du logement n'est pas améliorée²⁴. Ce diagnostic est fondamental : une économie peut avoir de la demande, des entreprises et des investissements, mais ne pas pouvoir croître si les travailleurs ne peuvent pas se loger. Le logement n'est donc plus seulement une politique sociale ; c'est une condition de production.

La structure économique andorrane reste performante, mais elle approche d'une limite de capacité. Le pays peut continuer à croître, mais pas en reproduisant simplement le modèle passé. Il doit diversifier, augmenter la productivité, mieux utiliser le numérique, renforcer la formation, attirer des activités moins consommatrices de foncier et développer une économie plus qualitative.

Lecture économique : Andorre est riche parce qu'elle a su exploiter sa petite taille, sa position et sa fiscalité. Elle doit désormais devenir riche par la qualité de ses services, son innovation, sa gouvernance et sa capacité à gérer la rareté.

²² Sanllehy, A. (2026, January 8). *Les pernactacions durant el 2025 es mantenen al voltant dels 12 milions*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/01/08/les-pernactacions-durant-el-2025-es-mantenen-al-voltant-dels-12-milions-radio-ser-principat-d-andorra/>

²³ Directorate-General for Taxation and Customs Union. (2025, October 13). *EU strengthens international tax cooperation with Andorra, Liechtenstein, Monaco and San Marino*. European Commission. https://taxation-customs.ec.europa.eu/news/eu-strengthens-international-tax-cooperation-andorra-liechtenstein-monaco-and-san-marino-2025-10-13_en

²⁴ International Monetary Fund. (2026, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

6. Accord d'association avec l'Union européenne

L'accord d'association avec l'Union européenne est le dossier stratégique central d'Andorre. Il peut ouvrir un accès plus structuré au marché intérieur, renforcer la diversification économique, sécuriser les relations avec l'UE et moderniser le cadre réglementaire. Mais il peut aussi transformer profondément le modèle andorran.

Les négociations ont été conclues avec la Commission européenne en décembre 2023, puis la Commission a proposé au Conseil, en avril 2024, la signature et la conclusion de l'accord d'association avec Andorre et Saint-Marin. Le Parlement européen a ensuite souligné que l'accord avec Andorre et Saint-Marin était l'un des plus complets jamais conclus par l'UE avec des pays tiers. Cette formulation est essentielle : il ne s'agit pas d'un accord symbolique ou limité, mais d'une intégration juridique et économique approfondie.

L'objectif est de permettre à Andorre de participer davantage au marché intérieur, avec des adaptations à sa taille et à ses spécificités. Cela pourrait faciliter les échanges, les services, l'investissement, la diversification, la mobilité économique et la reconnaissance réglementaire. Pour un micro-État, l'accès au marché intérieur peut être un multiplicateur de capacité : il donne accès à un espace économique immense sans nécessiter l'adhésion pleine.

Mais les coûts d'adaptation sont élevés. L'alignement réglementaire européen peut peser sur les entreprises, les professions, les administrations et les secteurs protégés. La crainte principale est celle d'une perte de contrôle. Dans un pays très petit, toute ouverture se voit immédiatement. L'arrivée potentielle de nouveaux acteurs, l'évolution des règles de résidence, l'impact sur le logement, la concurrence et l'adaptation du secteur financier nourrissent le débat.

Le gouvernement défend l'accord comme un instrument de modernisation et de diversification. L'opposition et certains mouvements citoyens demandent davantage de garanties démocratiques. En mai 2026, Concòrdia et Andorra Endavant ont soutenu l'exigence d'un référendum avant signature ou avant toute étape jugée irréversible, tandis que le gouvernement rappelait que l'entrée en vigueur dépendrait de la ratification et d'un processus démocratique interne.

Le débat européen fonctionne donc comme révélateur des tensions andorranes. Les partisans y voient une chance de sortir d'un modèle trop dépendant du tourisme, de la finance et de l'immobilier. Les opposants craignent que l'accord n'accélère la perte de souveraineté, la pression sur le logement, la concurrence externe et l'alignement réglementaire. Entre les deux, une partie de la population semble hésiter : favorable à l'Europe comme espace de stabilité, mais inquiète des conséquences concrètes.

La question stratégique n'est pas seulement : Andorre doit-elle se rapprocher de l'UE ? Elle est : à quelles conditions un micro-État peut-il s'intégrer à un marché de 450 millions d'habitants sans perdre ce qui fait sa valeur propre ? La réponse dépendra des clauses d'adaptation, de la pédagogie politique, du calendrier, de la capacité administrative et de l'accompagnement des secteurs vulnérables.

Lecture européenne : l'accord d'association est une opportunité, mais aussi un stress test. Il testera la capacité d'Andorre à moderniser son modèle sans provoquer une crise de souveraineté intérieure.

7. Positionnement international

Andorre est un micro-État sans puissance militaire, mais doté d'une diplomatie de niche. Son positionnement international repose sur la neutralité, la stabilité, la coopération, le multilatéralisme, la relation avec ses voisins et la préservation de sa singularité.

La France et l'Espagne sont ses deux environnements naturels. Andorre dépend d'elles pour l'accès routier, les échanges commerciaux, les flux touristiques, la main-d'œuvre, une partie des services, l'approvisionnement et la projection diplomatique. La relation avec la Catalogne est particulièrement importante, en raison de la langue catalane, de la proximité géographique et des flux économiques. En juin 2026, Andorre et la Catalogne ont annoncé un plan de travail 2026 – 2030 visant notamment à améliorer les infrastructures aériennes et ferroviaires, à renforcer l'aéroport Andorra-La Seu d'Urgell et à étudier un possible tramway entre La Seu d'Urgell et Andorre²⁵.

Cette connectivité est stratégique. Andorre est enclavée. Elle dépend de routes de montagne et de la fluidité de ses accès. Le moindre blocage, la météo, la saturation ou l'insuffisance des transports affectent le tourisme, les salariés, les livraisons et les services. L'amélioration de l'aéroport Andorra-La Seu, la réflexion ferroviaire et les coopérations transfrontalières ne sont donc pas des projets secondaires. Ce sont des instruments de souveraineté pratique.

La France conserve une place institutionnelle unique par le coprince français. La visite d'Emmanuel Macron en 2026 a été interprétée comme un soutien au processus européen et à l'évolution institutionnelle du pays²⁶. Ce lien franco-andorran est singulier : la France est à la fois voisin, partenaire, coprincipauté, puissance européenne et acteur consulaire.

L'Espagne, elle, est le principal environnement humain et linguistique élargi, notamment via la Catalogne. Les flux espagnols sont essentiels pour le tourisme, le commerce, les services, les travailleurs frontaliers et les infrastructures. La relation avec Madrid et Barcelone est donc structurelle. Andorre doit maintenir un équilibre fin entre ses deux grands voisins, sans dépendre excessivement d'un seul axe.

Au niveau multilatéral, Andorre est membre de l'ONU, du Conseil de l'Europe et de nombreuses organisations internationales. Elle utilise ces cadres pour exister comme État souverain, défendre ses intérêts de micro-État et participer à des agendas globaux : droits humains, développement durable, fiscalité, environnement, coopération culturelle.

Lecture internationale : Andorre n'est pas une puissance, mais un espace de diplomatie d'équilibre. Sa marge dépend de sa capacité à rester utile, transparente, stable et bien connectée à son environnement européen.

8. Risques et vulnérabilités

Le premier risque est le logement. C'est la vulnérabilité la plus immédiate. La rareté du foncier, l'attractivité résidentielle, le tourisme, l'immobilier d'investissement et les salaires de certains

²⁵ Sanllehy, A. (2026, June 26). *Andorra i Catalunya es comprometen a avançar en les infraestructures aèries i ferroviàries fins el 2030*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/06/26/andorra-i-catalunya-es-comprometen-a-avancar-en-les-infraestructures-aeries-i-ferroviaries-fins-el-2030-radio-ser-principat-d-andorra/>

²⁶ Agències. (2026, April 29). *Xavier Espot qualifica d'èxit rotund la visita del copríncep francès*. Cadena SER. <https://cadenaser.com/andorra/2026/04/29/xavier-espot-qualifica-dexit-rotund-la-visita-del-coprincep-frances-radio-ser-principat-d-andorra/>

secteurs créent une pression forte. Le FMI identifie clairement le logement abordable comme condition de maintien de l'offre de travail et de la croissance²⁷.

Le deuxième risque est la dépendance touristique. Le tourisme et le commerce représentent environ 60 % du PIB direct et indirect selon les autorités touristiques, ce qui constitue une concentration sectorielle majeure²⁸. Un choc climatique, sanitaire, économique ou géopolitique affectant les visiteurs français, espagnols ou européens aurait des effets rapides.

Le troisième risque est climatique. Le modèle de montagne et de ski est exposé au réchauffement, à l'enneigement plus incertain, à la gestion de l'eau, aux coûts d'adaptation et à la concurrence d'autres destinations. Le tourisme d'hiver doit être complété par un tourisme quatre saisons plus robuste.

Le quatrième risque est démographique. Le vieillissement accroîtra les dépenses de pension et de santé. Le FMI souligne que, sans réforme, le vieillissement mettra une pression croissante sur les finances publiques²⁹.

Le cinquième risque est administratif. Un micro-État doit absorber des normes européennes, financières, fiscales et prudentielles de plus en plus complexes avec une administration de taille limitée. L'accord avec l'UE augmentera encore cette pression.

Le sixième risque est politique. Le débat sur l'accord d'association peut polariser un pays généralement stable. Si le gouvernement donne l'impression de forcer le calendrier, la contestation pourrait s'élargir.

Le septième risque est l'érosion du modèle fiscal. Andorre conserve une fiscalité attractive, mais la pression internationale vers la transparence et l'harmonisation réduit les marges d'opacité et d'arbitrage. Le pays doit donc fonder son attractivité sur autre chose que le différentiel fiscal.

9. Opportunités et dynamiques à suivre

La première opportunité est l'accord avec l'Union européenne. S'il est bien négocié, bien expliqué et bien accompagné, il peut ouvrir une nouvelle phase de diversification, d'investissement et de sécurité juridique.

La deuxième opportunité est la diversification touristique. Andorre peut renforcer le tourisme de nature, de santé, de sport, de culture, de gastronomie, de cyclisme, de randonnée, de bien-être et d'événements. Cela permettrait de réduire la dépendance au ski et aux pics saisonniers.

La troisième opportunité est l'innovation de niche. Un micro-État peut expérimenter rapidement dans certains domaines : administration numérique, santé, finance régulée, montagne durable, sport, data, formation, services transfrontaliers. Andorra Business et la Chambre de commerce travaillent déjà à promouvoir l'économie et les entreprises du pays^{30,31}.

²⁷ International Monetary Fund. (2026a, May 4). *IMF Executive Board concludes 2026 Article IV consultation with Andorra* (Press Release No. 26/134). <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/05/04/pr26134-andorra-imf-concludes-2026-article-iv-consultation>

²⁸ IFEMA MADRID. (2025, May 9). *Jordi Torres: FITUR is an unmissable event for Andorra because it is the industry's leading trade fair*. FITUR. <https://www.ifema.es/en/fitur/news/interview-minister-tourism-andorra>

²⁹ International Monetary Fund. (2026b, March 9). *Principality of Andorra: Staff concluding statement of the 2026 Article IV mission*. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/03/09/cs-principality-of-andorra-staff-concluding-statement-of-the-2026-article-iv-mission>

³⁰ Andorra Business. (n.d.). CCIS. Retrieved August 12, 2026, from <https://www.andorrabusiness.com/en/ccis-en/>

³¹ Cambra de Comerç, Indústria i Serveis d'Andorra. (n.d.). *Cambra de Comerç, Indústria i Serveis d'Andorra*. Retrieved August 12, 2026, from <https://www.ccis.ad/en/>

La quatrième opportunité est la coopération transfrontalière. Les projets avec la Catalogne sur l'aéroport, les transports, le sanitaire et les infrastructures montrent que l'avenir andorran ne sera pas seulement national, mais pyrénéen.

La cinquième opportunité est la qualité de vie. Andorre peut attirer des résidents, des entrepreneurs, des sportifs, des familles et des talents si elle préserve sécurité, environnement, fiscalité modérée, services publics, connectivité et logement accessible.

10. Lecture stratégique finale

Andorre est un micro-État performant, mais arrivé à un seuil. Sa réussite repose sur sa stabilité, sa fiscalité, son tourisme, son commerce, sa finance, sa sécurité et sa position entre France et Espagne. Mais les ressorts de cette réussite produisent désormais leurs propres limites : saturation touristique, logement cher, main-d'œuvre insuffisante, pression immobilière, dépendance au climat de montagne, adaptation européenne, vieillissement et capacité administrative réduite.

Le défi andorran n'est pas de devenir une puissance. Il est de rester souverain dans l'ouverture. Un micro-État ne peut pas se fermer : il dépend des flux. Mais il ne peut pas s'ouvrir sans limites : il risque de perdre la maîtrise de son sol, de ses prix, de son logement, de ses règles et de son identité. Toute la stratégie d'Andorre consiste donc à organiser une ouverture filtrée, maîtrisée, négociée.

L'accord avec l'Union européenne est le test central. S'il est réussi, il peut donner à Andorre un nouveau modèle : plus transparent, plus diversifié, plus intégré, plus productif. S'il est mal préparé, il peut devenir le symbole d'une perte de contrôle. La pédagogie, le calendrier et les garanties seront aussi importants que le contenu juridique.

Le logement est l'autre test. Aucune économie ne peut durablement fonctionner si les travailleurs ne peuvent pas vivre là où l'activité se concentre. Andorre ne peut pas seulement être un espace d'accueil pour touristes, investisseurs et résidents aisés. Elle doit rester un pays habitable pour ceux qui le font fonctionner.